

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.434/4
DU 13 JUIN 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de la Justice, le 24 mai 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Selon le considérant 27 de la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 'établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié' :

« Conformément au point 34 de l'accord interinstitutionnel du Parlement européen, du Conseil et de la Commission 'Mieux légiférer' ¹, les États membres sont encouragés à établir, pour eux-mêmes et dans l'intérêt de la Communauté, leurs propres tableaux, qui illustrent, dans la mesure du possible, la concordance entre la directive et les mesures de transposition, et à les rendre publics ».

De tels tableaux ne figuraient pas dans la demande d'avis adressée au Conseil d'État. Établir de tels tableaux de transposition est de nature à faciliter l'examen des projets examinés par la section de législation dans les délais qui lui sont impartis ².

L'auteur du projet est invité à se conformer à l'avenir à cette recommandation.

Interrogée, la fonctionnaire déléguée a fourni à la section de législation un tableau qui a contribué à une meilleure compréhension du texte ; ce tableau mentionne :

- dans la deuxième colonne reprenant au regard de chaque article du projet (première colonne), l'article de la loi qui en constitue le fondement légal ;
- dans la troisième colonne la transposition partielle des dispositions concernées des trois directives européennes visées à l'article 1^{er} du projet.

Par ailleurs, le projet d'arrêté royal soumis pour avis règle une matière d'une grande complexité technique et met en œuvre de nombreuses dispositions de la loi du

¹ Note de bas de page 14 du texte cité : JO C 321 du 31.12.2003, p. 1.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 191 à 195.

Sur l'utilité de joindre de tels tableaux, voir le rapport annuel, 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », pp. 47 à 49.

15 décembre 1980 ‘sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’, telle que récemment modifiée par la loi du 15 mai 2012, non encore publiée au *Moniteur belge*.

Or, contrairement à d’autres projets d’arrêts royaux fixant les modalités d’exécution de cette loi sur lesquels la section de législation du Conseil d’État a eu à se prononcer³, le présent texte n’est pas accompagné d’un rapport au Roi. Un tel rapport aurait été d’une utilité certaine pour la compréhension des objectifs que poursuit le projet à l’examen et aurait considérablement facilité le travail de la section de législation du Conseil d’État quant à l’appréhension correcte des modifications apportées à l’arrêté royal du 8 octobre 1981 ‘sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’.

Pour permettre aux destinataires de la norme une vue plus claire sur les dispositions et sur les procédures qui leur sont applicables, il serait judicieux d’accompagner la publication de l’arrêté au *Moniteur belge* d’un rapport au Roi auquel seraient joints les tableaux de transposition.

³ Voir les avis :

- 47.664/4 donné le 10 février 2010 sur un projet devenu l’arrêté royal du 19 mars 2010 ‘relatif à la délivrance des documents de séjour aux étrangers, à leur fourniture et au remboursement à l’État par les communes des frais occasionnés par la fourniture des documents de séjour et abrogeant l’arrêté royal du 2 avril 1984 relatif à la délivrance des titres de séjour pour les étrangers, à leur fourniture et au remboursement à l’État par les communes des frais occasionnés par la fourniture des formules des titres de séjour pour les étrangers’ ;
- 47.731/4 donné le 10 février 2010 sur un projet devenu l’arrêté royal du 22 avril 2010 ‘modifiant l’arrêté royal du 14 mai 2009 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux d’hébergement au sens de l’article 74/8, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’ ;
- 48.368/4 donné le 8 juin 2010 sur un projet devenu l’arrêté royal du 5 juillet 2010 ‘modifiant plusieurs arrêtés royaux sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’ ;
- 48.395/4 donné le 14 juin 2010 sur un projet devenu l’arrêté royal du 26 août 2010 ‘modifiant l’arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’ ;
- 48.473/2/V donné le 26 juillet 2010 sur un projet devenu l’arrêté royal du 18 août 2010 ‘modifiant l’arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant certains éléments de la procédure à suivre par le service de l’Office des Étrangers chargé de l’examen des demandes d’asile sur la base de la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’ ;
- 48.640/2/V donné le 4 août 2010 sur un projet devenu l’arrêté royal du 26 août 2010 ‘modifiant l’arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’ ;
- 50.215/4 donné le 21 septembre 2011 sur un projet devenu l’arrêté royal du 7 mars 2012 ‘modifiant l’arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l’Office des Étrangers, des étrangers visés à l’article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’ ;
- 50.360/4 donné le 19 octobre 2011 sur un projet devenu l’arrêté royal du 7 novembre 2011 ‘modifiant l’arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers’.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Une loi du 30 juillet 2010, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2011⁴, a inséré dans la loi du 5 mai 1997 ‘relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable’ des dispositions relatives à l’évaluation d’incidence des décisions sur le développement durable.

Le législateur a défini l’« évaluation d’incidence » comme étant « l’évaluation d’incidence des décisions sur le développement durable, c’est-à-dire la méthode permettant d’étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l’État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l’étranger, d’une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise »⁵.

Le système suivant a été mis en place :

1° en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d’arrêté royal et tout projet de décision soumis à l’approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d’incidence⁶ ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres⁷, qui, à ce jour, en l’état des textes publiés au *Moniteur belge*, n’a pas été pris ;

2° lorsqu’il apparaît, au terme de l’examen préalable, qu’une évaluation d’incidence est requise, il doit alors être procédé à cette évaluation⁸ ;

3° le respect de la procédure ainsi prescrite conditionne, selon le cas, le dépôt du projet de loi devant les Chambres législatives, l’adoption du projet d’arrêté royal ou l’approbation du projet de décision par le Conseil des ministres⁹.

⁴ Selon son article 4, la loi du 30 juillet 2010 ‘modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l’évaluation d’incidence des décisions sur le développement durable’ « entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ». Cette publication étant intervenue le 14 octobre 2010, il en résulte que la loi du 30 juillet 2010 est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2011.

⁵ Article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

⁶ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997. L’article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n’a été publié au *Moniteur belge*.

⁷ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

⁸ Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997. Cette disposition charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de l’évaluation d’incidence. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n’a été publié au *Moniteur belge*.

⁹ Article 19/3 de la loi du 5 mai 1997.

En l'espèce, aucun des documents transmis au Conseil d'État ne permet d'établir que la procédure décrite ci-avant a été suivie, plus spécialement l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Si l'examen préalable précité aboutit à la conclusion qu'une étude d'incidence n'est pas requise en l'espèce, le préambule du projet sera complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ».

2. Compte tenu de l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 21 juin 2011, le projet doit être soumis à l'accord du Ministre du Budget.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'arrêté en projet vise notamment à exécuter les articles 61/27, § 2, alinéa 2, et § 3, alinéa 3, et 61/29, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, insérés par la loi du 15 mai 2012.

Comme il ressort du tableau transmis par la fonctionnaire déléguée, les autres dispositions de l'arrêté en projet trouvent leur fondement juridique soit dans les articles 12, alinéa 3, 13, § 2, alinéa 2, 16, § 2, alinéa 3, et 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 soit dans l'article 108 de la Constitution.

L'alinéa 2 du préambule doit dès lors être adapté.

2. Dans un alinéa 3 nouveau du préambule, il convient également de mentionner l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', que l'arrêté en projet modifie ¹⁰.

3. Dans des alinéas 4 et 5 nouveaux, il y a lieu de mentionner avec leur date respective l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Ministre du Budget.

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et suivantes.

4. Dans un alinéa 6 nouveau, il est renvoyé à l'observation 1 formulée sous les formalités préalables.

DISPOSITIF

Articles 16, 17, 21 à 26 et annexes ¹¹

Le projet compte huit modèles de documents : l'annexe 6bis (Carte bleue européenne), l'annexe 15 (Attestation), l'annexe 15quinquies (Attestation de dépôt d'une demande d'admission au séjour ou d'autorisation de séjour de plus de trois mois), l'annexe 19 (Demande d'attestation d'enregistrement ou de carte d'identité d'étranger en qualité de ressortissant suisse), l'annexe 20 (Recto - Décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire. Verso - Acte de notification), l'annexe 37 (Attestation de retrait), l'annexe 41 (Recto - Décision de non prise en considération. Verso - Acte de notification) et l'annexe 41bis (Attestation de réception d'une demande d'autorisation de séjour).

Chacune des annexes qu'il est envisagé d'insérer ou de remplacer dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981 doit être précédée d'un premier entête mentionnant qu'elle constitue l'« annexe (...) de l'arrêté royal du (...) 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' » ¹², suivi par un second entête mentionnant qu'elle constitue l'« annexe (...) de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' » ¹³.

Dans les articles 16, 17 et 21 à 26 du projet, les nouvelles annexes, insérées ou remplacées, seront traitées de la même manière.

Elles doivent également porter, *in fine*, la mention « Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... modifiant ... » et être revêtues des mêmes date et signature que celles figurant sur le texte auquel elles sont annexées ¹⁴.

¹¹ Voir, dans le même sens, l'avis 51.358/4 donné le 6 juin 2006 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', l'observation sur les articles 4, 5, 6, 7 et annexes.

¹² C'est l'intitulé du projet d'arrêté royal examiné.

¹³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 174 et formule F 4-2-13-2.

¹⁴ *Ibid.*, recommandation n° 172.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été rédigé par Monsieur R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.434/4
VAN 13 JUNI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 24 mei 2012 door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, 6 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Overweging 27 van richtlijn 2009/50/EG van de Raad van 25 mei 2009 ‘betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met het oog op een hooggekwalificeerde baan’ luidt als volgt:

“Overeenkomstig punt 34 van het Interinstitutioneel Akkoord “Beter wetgeven” tussen het Europees Parlement, de Raad en de Commissie¹, worden de lidstaten ertoe aangespoord voor zichzelf en in het belang van de Gemeenschap eigen tabellen op te stellen die, voor zover mogelijk, het verband weergeven tussen de richtlijn en de omzettingsmaatregelen, en deze openbaar te maken.”

Zulke tabellen kwamen niet voor in de adviesaanvraag gericht aan de Raad van State. Het opstellen van zodanige omzettingstabellen kan ertoe bijdragen dat het onderzoek van de aan de afdeling Wetgeving voorgelegde ontwerpen binnen de haar toegemeten tijd wordt vergemakkelijkt.²

De steller van het ontwerp wordt verzocht deze aanbeveling voortaan in acht te nemen.

Toen de gemachtigde ambtenaar daarop is gewezen, heeft ze de afdeling Wetgeving een tabel toegezonden die bijgedragen heeft tot een beter begrip van de tekst; deze tabel vermeldt:

- in de tweede kolom tegenover ieder artikel van het ontwerp (eerste kolom) het wetsartikel dat de rechtsgrond ervan vormt;

- in de derde kolom de gedeeltelijke omzetting van de betreffende bepalingen van de drie Europese richtlijnen genoemd in artikel 1 van het ontwerp.

¹ Voetnoot 14 van de geciteerde tekst: PB C 321 van 31.12.2003, p. 1.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbevelingen 191 tot 195. Omtrent het nut om zulke tabellen toe te voegen, zie het jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab De instelling, 47 tot 49.

Voorts regelt het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit een uit technisch oogpunt zeer ingewikkelde aangelegenheid en voert het tal van bepalingen uit van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’, zoals deze onlangs is gewijzigd bij de wet van 15 mei 2012, die nog niet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

In tegenstelling tot andere ontwerpen van koninklijk besluit houdende vaststelling van de nadere regels inzake de uitvoering van deze wet waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State advies heeft uitgebracht³, bevat deze tekst evenwel geen verslag aan de Koning. Een zodanig verslag zou gewis dienstig zijn geweest voor een goed begrip van de strekking van het voorliggende ontwerp en zou de taak van de afdeling Wetgeving van de Raad van State aanzienlijk hebben vergemakkelijkt met het oog op een correcte inschatting van de wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’.

³ Zie de volgende adviezen:

- 47.664/4, op 10 februari 2010 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 19 maart 2010 ‘betreffende de afgifte van verblijfsdocumenten aan vreemdelingen, de levering ervan, alsmede de terugbetaling door de gemeenten, aan de Staat, van de kosten inzake levering van verblijfsdocumenten en tot afschaffing van het koninklijk besluit van 2 april 1984 betreffende de afgifte van verblijfsbewijzen voor vreemdelingen, de levering ervan, alsmede de terugbetaling door de gemeenten, aan de Staat, van de kosten inzake levering van formulieren van de verblijfsbewijzen voor vreemdelingen’;
- 47.731/4, op 10 februari 2010 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 22 april 2010 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 mei 2009 houdende vaststelling van het regime en de werkingsregels, toepasbaar op de woonunits, als bedoeld in artikel 74/8, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’;
- 48.368/4, op 8 juni 2010 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 5 juli 2010 ‘tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’;
- 48.395/4, op 14 juni 2010 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 26 augustus 2010 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’;
- 48.473/2/V, op 26 juli 2010 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 18 augustus 2010 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 houdende vaststelling van bepaalde elementen van de procedure die dienen gevolgd te worden door de dienst van de Dienst Vreemdelingenzaken die belast is met het onderzoek van de asielaanvragen op basis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’;
- 48.640/2/V, op 4 augustus 2010 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 26 augustus 2010 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’;
- 50.215/4, op 21 september 2011 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 7 maart 2012 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’;
- 50.360/4, op 19 oktober 2011 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 7 november 2011 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’.

Teneinde de adressaten van de norm een duidelijker inzicht te geven omtrent de toepasselijke bepalingen en procedures, verdient het aanbeveling dat het besluit, naar aanleiding van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, vergezeld zou gaan van een verslag aan de Koning, waarbij de omzettingstabellen worden gevoegd.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Bij een wet van 30 juli 2010, die op 1 oktober 2011 in werking is getreden⁴, zijn in de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ bepalingen betreffende de effectbeoordeling op het stuk van duurzame ontwikkeling ingevoegd.

De wetgever heeft de “effectbeoordeling” gedefinieerd als “duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen”⁵.

In dat kader is de volgende regeling ingevoerd:

1° in principe moet elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren⁶; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad⁷, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is;

⁴ Volgens artikel 4 van de wet van 30 juli 2010 ‘tot invoering van een duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling in de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ “treedt (deze wet) in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*”. Doordat de wet van 30 juli 2010 is bekendgemaakt op 14 oktober 2010, volgt daaruit dat deze wet in werking is getreden op 1 oktober 2011.

⁵ Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

⁶ Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

⁷ Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

2° wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd⁸;

3° de naleving van de aldus voorgeschreven procedure is een voorwaarde, naargelang het geval, voor het indienen van een wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers, voor het uitvaardigen van een koninklijk besluit of voor het goedkeuren van een voorstel van beslissing door de Ministerraad⁹.

In casu kan uit geen enkel stuk dat aan de Raad van State overgezonden is, opgemaakt worden of de hierboven beschreven procedure gevolgd is, meer in het bijzonder of vooraf onderzocht is of het noodzakelijk is een effectbeoordeling uit te voeren.

De steller van het ontwerp dient bijgevolg erop toe te zien dat dit voorafgaande vormvereisten naar behoren vervuld is.

Indien het voornoemde voorafgaand onderzoek leidt tot de conclusie dat *in casu* geen effectbeoordeling vereist is, moet de aanhef van het ontwerp worden aangevuld met een als volgt gesteld lid:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is”.

2. Gelet op het advies dat de inspecteur van Financiën op 21 juni 2011 heeft gegeven, vereist het ontwerp de akkoordbevinding van de minister van Begroting.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het ontwerpbesluit beoogt inzonderheid uitvoering te verlenen aan de artikelen 61/27, § 2, tweede lid, en § 3, derde lid, en 61/29, § 3, van de wet van 15 december 1980, die zijn ingevoegd bij de wet van 15 mei 2012.

Zoals blijkt uit de tabel overgezonden door de gemachtigde ambtenaar, ontlenen de overige bepalingen van het ontwerpbesluit hun rechtsgrond aan ofwel de artikelen 12, derde lid, 13, § 2, tweede lid, 16, § 2, derde lid, en 42, § 1, eerste lid, en § 4, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, ofwel artikel 108 van de Grondwet.

⁸ Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997. Bij deze bepaling wordt de Koning ermee belast de effectbeoordeling te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

⁹ Artikel 19/3 van de wet van 5 mei 1997.

Het tweede lid van de aanhef moet derhalve worden aangepast.

2. In een nieuw derde lid van de aanhef moet bovendien het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ worden vermeld, dat bij het ontwerpbesluit wordt gewijzigd.¹⁰
3. In een nieuw vierde en vijfde lid moeten het advies van de Inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de minister van Begroting met hun respectieve datum worden vermeld.
4. Er dient een nieuw zesde lid te worden ingevoegd, geredigeerd rekening houdend met opmerking 1, gemaakt met betrekking tot de voorafgaande vormvereisten.

DISPOSITIEF

Artikelen 16, 17, 21 tot 26 en bijlagen¹¹

Het ontwerp telt acht modellen van document: bijlage 6bis (Europese blauwe kaart), bijlage 15 (Attest), bijlage 15quinquies (Ontvangstbewijs van een aanvraag voor een toelating tot verblijf of een toelating tot verblijf van meer dan drie maanden), bijlage 19 (Aanvraag voor een verklaring van inschrijving of van een identiteitskaart voor vreemdelingen in de hoedanigheid van Zwitserse onderdaan), bijlage 20 (Recto - Beslissing tot weigering van verblijf van meer dan drie maanden met bevel om het grondgebied te verlaten. Verso - Akte van kennisgeving), bijlage 37 (Attest van afneming), bijlage 41 (Recto - Beslissing tot niet-inoverwegingname. Verso - Akte van kennisgeving) en bijlage 41bis (Bewijs van ontvangst van een aanvraag voor een machtiging tot verblijf).

Elk van de bijlagen die men beoogt in te voegen of te vervangen in het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, moet worden voorafgegaan door een eerste opschrift, waarin staat dat ze “bijlage (...) bij het koninklijk besluit van (...) ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’”¹² vormt, gevolgd door een tweede opschrift, waarin vermeld wordt dat ze “bijlage (...) bij het koninklijk besluit van

¹⁰ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 29 e.v.

¹¹ Zie in dezelfde zin advies 51.358/4, op 6 juni 2006 verstrekt omtrent een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’, de opmerking betreffende de artikelen 4, 5, 6, 7 en bijlagen.

¹² Dat is het opschrift van het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit.

8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’” vormt.¹³

Hetzelfde geldt voor de nieuwe, ingevoegde of vervangen bijlagen genoemd in de artikelen 16, 17 en 21 tot 26 van het ontwerp.

Die bijlagen moeten aan het einde ook de melding bevatten “Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... tot wijziging van ...” en daarop moeten dezelfde datum en dezelfde handtekening worden aangebracht als die welke op het besluit staan waarbij ze gevoegd worden.¹⁴

¹³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 174 en formule F 4-2-13-2.

¹⁴ *Ibid.*, aanbeveling 172.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de Heer R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY